

8 mars 2022

Journée internationale de lutte pour les Droits des Femmes



Le mouvement féministe est depuis quelques années secoué par des divisions importantes.

Le CREAL défend un féminisme universaliste dans lequel la laïcité constitue un point d'appui indispensable pour l'émancipation de toutes et tous.

Malgré les divergences, le CREAL ne se résout pas au morcellement des mobilisations : c'est pourquoi il participe depuis novembre 2021 à des réunions unitaires et appelle dans ce cadre à manifester à 18h au Palais de Justice de Rouen

Ce 8 mars, un appel à des manifestations et à la **grève féministe** est lancé partout dans le monde.

En cette journée internationale, nous affirmons notre solidarité avec les femmes du monde entier qui luttent contre ceux qui veulent limiter leurs droits et maintenir leur domination par un système patriarcal.

En premier lieu avec les Afghanes privées d'accès à l'école et aux soins, empêchées de travailler, violemment réprimées par les Talibans et abandonnées par les pays occidentaux.

Au-delà de l'Afghanistan, nous apportons notre soutien à toutes les femmes qui risquent l'emprisonnement ou même leur vie pour obtenir le droit de ne pas être voilées.

Nous dénonçons avec force le viol utilisé comme arme de guerre, les mutilations sexuelles et les mariages forcés.

Nous soutenons toutes celles qui, partout dans le monde, luttent pour obtenir le droit à l'IVG ou son amélioration. Des avancées ont été obtenues récemment au Mexique, en Colombie mais le droit à l'avortement pourrait être bientôt remis en cause en Chine et aux États-Unis. En Europe, une militante anti-avortement a été élue Présidente du Parlement alors que des femmes meurent en Pologne à cause de son interdiction !

En France, nous exigeons que toutes les femmes puissent trouver une solution et accéder rapidement à des centres d'IVG sur tout le territoire !

Le scandale des féminicides doit cesser ! Nous voulons vivre dans une société sans violence sexiste et sexuelle !

Ces violences concernent toutes les femmes et toutes les classes sociales. Heureusement, le silence a commencé à se briser et des voix s'élèvent pour dénoncer les agressions sexistes et sexuelles dans les couples, les familles, dans la rue ou les bars, dans le travail et l'éducation, dans le sport, la culture, le journalisme, la politique...

Partout dans le monde cette mobilisation conteste le patriarcat et bouscule les rapports de domination. Mais il faut une **volonté politique et des moyens pour inverser la situation** : pour les seules violences conjugales, le Conseil économique social et environnemental estime à 1 milliard l'investissement nécessaire.

Afin de prévenir toutes les formes de violence, il est indispensable d'accompagner et de protéger les victimes, de former toutes les personnes qui travaillent à leurs côtés, de sanctionner les agresseurs, de faire appliquer les lois existantes et de compléter la législation.

Il faut aussi une **éducation féministe et égalitaire** qui lutte contre les stéréotypes et donne à chacune et chacun la possibilité de réussir son parcours scolaire et professionnel. Elle doit être pour cela préservée de toute influence religieuse, ce que seule l'école publique laïque peut garantir.

Laissez-les parler... et écoutons-les !

Dans une lettre adressée au *Journal de l'Association médicale canadienne* qui venait de publier en couverture une photo d'enfants dans laquelle une petite fille portait le hijab, le chirurgien pédiatrique **Sherif Emil** s'est insurgé contre la banalisation de telles images : « Il est devenu « libéral » de voir le hijab comme un symbole de diversité et d'inclusion (...) Le hijab, le niqab et la burka sont des instruments d'oppression pour des millions de filles et de femmes dans le monde qui ne sont pas autorisées à faire un choix ». Le **Conseil national des musulmans canadiens** a demandé et obtenu le retrait immédiat du texte sur le site web du journal ainsi que des excuses pour les paroles « erronées, blessantes et offensantes » du médecin.

Cette capitulation contraste avec la courageuse réaction de nombreuses femmes du Moyen-Orient qui vivent en Occident - ou pas - et qui ont dû porter le hijab ou sont encore contraintes de le faire. Elles ont lancé la campagne **#LetUsTalk** (Laissez-nous parler), devenue virale en quelques jours, pour exiger qu'on les écoute.

« En Iran, on m'a dit que, si je ne portais pas le hijab, je serais renvoyée de l'école, emprisonnée, fouettée, battue et expulsée de mon pays. En Occident, on me dit que raconter mon histoire provoquera de l'islamophobie. Je suis une femme du Moyen-Orient et j'ai peur de l'idéologie islamique. Laissez-nous parler » a tweeté **Masih Alinejad**, militante iranienne contre le hijab obligatoire, entraînant une avalanche de témoignages similaires.

Alors que se développent actuellement des campagnes pour le port du hijab dans la mode, la publicité, le sport... elles clament que le voile islamique n'est ni un vêtement anodin ni une liberté et espèrent être entendues de certaines militantes féministes qui répètent que « le hijab est un choix ».

« Loin d'être une simple tenue, c'est tout un statut qu'il impose aux femmes », écrit **Chahla Chafiq** que le CREAL avait invitée à Rouen le 7 mars 2020 pour une conférence. D'après l'article d'**Inna Shevchenko**, paru sur le site de Charlie-Hebdo le 14/01/2022

Il faut mettre fin à la précarité dans les métiers à prédominance féminine qui doivent être revalorisés de toute urgence !

La crise sanitaire a mis en évidence le fait que les femmes sont toujours en première ligne, majoritaires dans des métiers essentiels (soins, santé, services publics) et très mal rémunérées. Elles sont touchées de plein fouet par la précarité, les bas salaires et le temps partiel subi et cela aggrave encore la situation des familles monoparentales. Leur travail est déconsidéré et invisibilisé.

Les beaux discours de Macron après le premier confinement sont restés lettre morte : une revalorisation salariale et de carrière immédiate pour les métiers les plus féminisés dans la santé, le soin, l'éducation, le nettoyage, le commerce ... est urgente et indispensable !

Nous sommes solidaires des aides à domicile, assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH), enseignantes, soignantes, travailleuses sociales... dont les grèves se sont multipliées ces derniers temps : ce sont des **salaires dignes et des emplois stables et durables** que nous exigeons pour elles et avec elles !

Les femmes immigrées ou sans papiers sont surexploitées, peu reconnues socialement et peu susceptibles d'évoluer dans leurs emplois. Nous voulons qu'elles soient régularisées !

Il faut obtenir l'égalité salariale effective entre les femmes et les hommes ainsi qu'un rattrapage des pensions pour les femmes !

50 ans après la première loi sur l'égalité salariale, le compte n'y est toujours pas ! En France, tous temps de travail confondus, les femmes gagnent en moyenne 23 % de moins que les hommes ! Symboliquement, cela signifie que **les femmes travaillent gratuitement chaque jour à partir de 15h40** ou bien - et c'est loin d'être symbolique - qu'elles devraient travailler **80 jours de plus par an pour atteindre la même rémunération que les hommes !**

On pourrait penser que ces écarts sont dus au fait que les femmes travaillent plus à temps partiel ou dans des secteurs moins bien rémunérés mais ce n'est pas la seule raison. Si on affine les comparaisons, on obtient encore un écart de - 17 % à temps de travail équivalent (tous secteurs confondus) et, dans le secteur privé, de - **5,3 % à temps de travail et métier équivalents**.

Les statisticiens appellent ça « la part inexplicée » des écarts salariaux. Plutôt la part de **pure discrimination !!**

Il faut des lois plus contraignantes et des sanctions réelles contre les entreprises qui ne les respectent pas.

Les inégalités salariales se répercutent en plus sur le montant des retraites. Aux emplois peu qualifiés et donc mal payés, au temps partiel contraint, s'ajoutent pour les femmes des carrières très chaotiques. Elles sont donc obligées de partir plus tard que les hommes à la retraite (un an en moyenne) avec **des pensions 40 % plus faibles !**

De l'importance de la Laïcité...

La Cour constitutionnelle de Colombie a voté lundi 21 février la dépénalisation de l'IVG jusqu'à 24 semaines, propulsant ce pays à l'avant-garde avec une des législations les plus progressistes au monde.

Pourtant, les mentalités sur le continent latino-américain restent fortement influencées par l'Église catholique.

« Nous vivons dans un État laïque et les décisions de politique publique ne sauraient être prises avec des interférences de caractère religieux, et encore moins de la part d'autorités religieuses qui ont fait tant de mal aux femmes et à d'autres catégories de la population pendant des siècles », pointe **Christina Gonzales**, directrice de **Causa Justa**, un mouvement regroupant des organisations féministes, des médecins et des avocat-e-s à l'origine de cette décision.

Source : **Médiapart**, 21/02/2022

L'égalité, c'est aussi que toutes les tâches soient partagées ou prises en charge par la collectivité. L'égalité, c'est du temps pour vivre pour toutes et tous !

Les femmes ne doivent plus être les variables d'ajustement : celles qui sacrifient leur travail, qui enchaînent les doubles journées avec le ménage, les courses, la cuisine, etc. pour pallier les déficits de services publics et prendre soin des enfants ou des personnes dépendantes.

Nous voulons une **réduction du temps de travail pour toutes et tous**, l'allongement du congé maternité et du congé paternité et d'accueil de l'enfant, nous voulons un vrai service public de prise en charge de la petite enfance et de la dépendance !

Il faut **un financement et un recrutement massifs dans les services publics**, notamment dans les secteurs du soin, du lien et de l'éducation pour socialiser les tâches domestiques !

Nous combattons avec la plus grande vigueur les idéologies racistes, sexistes et LGBTphobes.

Nous dénonçons le racisme et la haine des migrantes et des migrants propagés par l'extrême droite, qui permet aussi à la réaction masculiniste de relever la tête en relayant des idées misogynes.

Nous condamnons toutes les formes de violences et de discriminations, qu'elles concernent l'orientation sexuelle, le genre, l'âge, les handicaps, l'apparence physique...

Nous nous inscrivons dans un féminisme pleinement impliqué dans les combats sociaux, au niveau local, national ou international.

L'émancipation des femmes passera par leur auto-organisation, mais aussi par une lutte globale pour une **société garantissant l'égalité de droit et de fait pour toutes et tous sans conditions**.

Conférence « Les femmes préhistoriques : regards d'hier et d'aujourd'hui »

par **Marylène Patou-Mathis**, préhistorienne, directrice de recherche au CNRS

Invitée du CREAL76 dans le cadre du festival « **Rouen donne des Elles** »

Vendredi 25 mars 2022 à 18h à Rouen

Auditorium des musées Beauvoisine (salle des Sociétés Savantes), 190 rue Beauvoisine

Entrée libre et gratuite, réservation conseillée

<https://formulaire.demarches.rouen.fr/communication/inscription-conference-rdde2022>